

SUD-Énergie : un travail unique d'analyse et de proposition pour sortir de l'impasse du marché

👉 Un positionnement clair et atypique, guidé par la défense du service public

➤ Une occasion manquée de rejeter les marchés dès leurs débuts

L'opposition à la l'ouverture à la concurrence de l'électricité a été une lutte fondatrice pour SUD-Énergie dès les années 2000. Nous nous sommes engagé-es pleinement dans la grève et les manifestations, qui – nous en sommes convaincu-es – auraient pu être victorieuses. Face à cette attaque qui a marqué le début de la transformation profonde de nos entreprises et la dégradation de nos conditions de travail, les positions des grands syndicats restaient ambiguës.

Depuis plus de 20 ans, notre discours est clair et constant : **le marché ne peut pas être régulé**. Tant qu'il existera des fournisseurs en concurrence, tant qu'une partie de la production sera privatisée, les usagers – devenus consommateurs - subiront des prix aberrants et des arnaques de fournisseurs, l'équité de traitement restera un mirage, des acteurs privés – traders, fournisseurs, consultants, producteurs et surtout investisseurs – s'enrichiront sur un bien commun, le service public sera dégradé.

➤ Toujours donner la priorité à l'intérêt général, seul sens possible du service public

En parallèle des mobilisations, nous menons la « bataille des idées », avec pour seule boussole l'intérêt général. Nous ne croyons pas à une « troisième voie », à une « meilleure régulation » d'un marché concurrentiel. Non pas par « jusqu'au boutisme » mais après une analyse honnête de la réalité.

Nous ne croyons pas non plus qu'il faille « taper sur les rustines ». La disparition de l'ARENH est depuis des années la bataille de la Direction d'EDF SA, relayée par les organisations syndicales historiques. Ce mécanisme « ruinerait EDF » et serait responsable d'une grande partie de sa dette. Certes, l'asymétrie de ce mécanisme est fondamentalement injuste, mais selon la Cour des Comptes dans son rapport de Juillet 2022 ce n'est pas l'ARENH qui est responsable des déboires financiers d'EDF (« sur la période 2011-2021 prise dans son ensemble, les revenus du parc nucléaire historique ont bien couvert ses coûts complets, les dépassant même de l'ordre de 1,75 Md€). Dans ce système de marché absurde, l'ARENH a sans conteste limité la hausse des prix pour les usagers, les premiers touchés par la crise. Aujourd'hui même le Tarif réglementé de vente (TRV) doit refléter, non plus les coûts de production, mais les prix d'approvisionnement des fournisseurs : ARENH et prix de marché. Sans remettre en cause la concurrence et l'existence des fournisseurs, la suppression de l'ARENH se ferait donc au détriment des usagers qui se trouveraient encore bien plus exposés aux prix de marché qu'aujourd'hui. La seule priorité doit donc être le **retour à un TRV pour tous basé sur les coûts de production, impliquant une sortie de la concurrence**, ce qui résoudrait de fait la question de l'ARENH.

De même, nous avons mené la bataille contre Hercule et les risques de démantèlement, toujours en la replaçant dans une perspective plus large de sortie de la concurrence, seule solution pérenne qui aurait permis d'éviter la crise majeure de l'électricité, avec son lot de faillites d'entreprises, de difficultés financières des ménages, de blocage des investissements, de délocalisations, d'inflation... Nos activités ne disparaîtront pas, sans quoi la France serait durablement dans le noir ! Mais l'esprit historique d'EDF est aujourd'hui usurpé, le service public continue à s'effondrer et cette situation menace l'économie, l'accès à l'énergie pour tous et la transition énergétique.

➤ Une bataille acharnée contre la mise en concurrence des barrages

Autre exemple, la bataille contre la mise en concurrence des barrages : un très gros travail d'expertise et de « lobbying citoyen » auprès des élu-es, a largement contribué à obtenir une unanimité politique contre cette mise en concurrence. Malheureusement **SUD-Energie a été le seul syndicat à soutenir, en septembre 2021, le projet de loi sénatorial visant à nationaliser l'ensemble des concessions hydrauliques**, c'est-à-dire les placer dans une structure 100% publique très étroitement contrôlée par l'Etat (« quasi-régie »). Cette solution, conforme au droit européen, aurait pu être rapidement appliquée. Les autres organisations syndicales s'y sont opposées sans pour autant proposer de solution alternative claire, préférant soutenir la logique concurrentielle plutôt que de priver EDF SA et Engie de ces activités très rentables. Les investissements dans les barrages continuent donc à être entravés, ils restent à la merci d'une privatisation de leur gestion et seule la CNR, filiale à 50% d'Engie et premier concurrent d'EDF, a vu sa très lucrative concession reconduite pour 18 ans au détriment des usagers (nous détaillerons ce point dans un prochain mail).

Pour SUD-Energie, l'intérêt d'EDF SA ne pourra jamais prévaloir sur l'intérêt général. Nous sommes convaincu·es que la meilleure façon de défendre les salarié·es et tou·tes les Français·es, c'est de défendre le service public. C'est ainsi que nous retrouvons le sens de notre travail, et que nous pourrons travailler dans des conditions satisfaisantes.

Un travail de fond unique et reconnu qui contribue à convaincre

➤ **Un décryptage abondant et approfondi s'appuyant sur notre expertise interne**

En dépit de nos moyens modestes, nous menons depuis longtemps un travail unique, abondant et approfondi, pour expliquer, documenter, argumenter avec l'expertise « de l'intérieur » l'impasse et les dangers de la concurrence, et l'impossibilité de « faire avec ». Cette expertise est largement reconnue et nous sommes très régulièrement sollicités tant par les médias que les élus et les associations. Vous trouverez tout ce travail en scannant le QR code ci-contre :



- Des **rapports détaillés** et largement documentés décortiquant cette impasse et la replaçant dans un cadre historique, sous tous les formats (de 2 à 70 pages) ;
- Des **communiqués, présentations, articles** pour décrypter la réforme européenne des marchés, contrer les mensonges prétendant qu'on ne peut sortir de la concurrence, dénoncer l'absurdité d'un TRV adossé au marché, les dangers des contrats long terme privés (PPA), publier les coûts du système électrique pour pointer leur écart aux prix de marché, etc.
- Des **interviews et débats** dans divers médias de la presse écrite pour alerter les citoyens, notamment sur France Culture, Arte, France 24, Mediapart, Le Média, les chaînes Youtube Heu?reka et Osons Causer, La Tribune, Alternatives Economiques, Fakir, Le Monde Diplomatique, Basta, Reporterre, Le Vent se Lève, etc.
- Des **tribunes dans Le Monde**, individuelles ou collectives à notre initiative, avec des économistes comme Thomas Piketty, des chercheurs, élus, des associations, dénonçant l'impasse du marché et proposant une solution.

➤ **Une proposition détaillée et argumentée**

Nous sommes les seul·es à proposer ces analyses fouillées, essentielles pour convaincre et remporter cette « bataille des idées ». Nous sommes également les seul·es à avoir détaillé la proposition de sortie de la concurrence que nous portons depuis longtemps, reposant sur un opérateur public en monopole, intégré aux échanges européens. Nous justifions chaque élément – TRV pour tou·tes, propriété et exploitation publique des moyens de production, mécanismes d'échange, séparation des activités internationales, généralisation du statut des IEG, organisme de contrôle indépendant, etc. Nous insistons sur la nécessité de séparer les débats entre sortie du marché et choix du mix électrique, condition essentielle pour remporter une victoire. Mais aussi sur le caractère « accessible » et non pas radical d'une telle solution, qui n'impose rien aux autres Etats membres. Elle ne nécessite qu'une dérogation comme il en existe tant d'autres.

➤ **Un portage à l'externe de ces éclairages**

Cette proposition, largement diffusée et portée, rassemble une frange de plus en plus large d'élus·es, d'associations, de citoyen·nes. Elle est inattaquable sur le plan technico-économique et tout à fait accessible politiquement, sans « sortir de l'Europe ». Elle permet de mettre en évidence la vacuité des arguments des défenseurs d'un marché indéfendable, leur seule défense grossière consistant à jouer la confusion entre sortie de la concurrence et suppression des interconnexions, alors même que notre proposition ne change pas les mécanismes d'échange avec nos voisins. Parce que nous allons au fond des argumentaires et propositions, nous avons su convaincre nombre de sceptiques.

Malgré nos moyens modestes, nous sommes convaincu·es que notre rôle dans cette bagarre est essentiel. Notre travail est reconnu, nos valeurs méritent d'être défendues !



Permettez-nous de poursuivre ce travail de fond pour remettre sur pied un véritable service public de l'électricité !

Du 6 au 13 novembre, votez SUD-Energie !

